IMT Nuremberg Archives

H – 4417

International Court of Justice

H4417 – 0002

240

Copie de correspondance et photostats allemand et français certifiés conforme à l'original -

voir pour authentification RF 208

INTERNATIONAL MILITARY TRIBUNAL
NUR. BERG, GERMANY
RF Exhibit 240
Mod 1/22/46

Filed Jan 22, 1946

B 47543

H4417 – 0003

or Belge

A C C O R D

sur la restitution de l'or et des autres valeurs que la Banque Nationale de Belgique a confiés à la Banque de France, et sur le règlement des questions qui en dépendent.

du 21 octobre 1940.

(CONVENTION FRANCO-BELGE SUR L'OR)

Art. I.

I°- La Banque de France accepte de remettre à la disposition de la Banque Nationale de Belgique les caisses et sacs qui ont été confiés à sa garde à Farbes et à Toulouse, ainsi que les 15 millions de francs belges en billets de la Banque Nationale de Belgique déposés le 14 Mai 1940. Elle déclare ignorer le contenu de ces caisses et sacs, qu'elle restituera dans l'état où elle les a reçus.

2°- La Banque Nationale de Belgique prend à sa charge les frais et risques afférents à l'envoi de ces caisses et sacs en Belgique.

Art. II.

I°- En vue de couvrir la Banque de France des achats de billets belges contre francs français effectués aux réfugiés belges, d'accord avec la Banque Nationale de Belgique, celle-ci a remis à la Banque de France un poids total de 42.702 kgs d'or fin, correspondant à une valeur de 2.033 millions de francs français sur la base du prix

...

B 17544

H4417 – 0004

Certifié conforme
à l'original

Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

Ch. Samaran

B 47545

H4417 - 0005

d'achat de l'or par la Banque de France (47.606 francs le kilog. d'or fin).

2°- Sur la base de la parité convenue pour l'échange des billets, soit F.F. 7, 22 par belga ou F.F. I,444 par franc belge, l'or ainsi livré permettrait l'achat de F.B. I.406 millions en monnaies et billets.

3°- La Banque de France a déjà livré à la Banque Nationale de Belgique F.B. I.025 millions en monnaies et billets belges, et se reconnaît, en conséquence, débitrice envers la Banque Nationale de Belgique de F.B. 383 millions en monnaies et billets belges.

4°- Les deux instituts se mettront d'accord au sujet de la reprise du solde dû en moyens de paiement belges.

Art. III.

I°- Les échanges au profit des réfugiés belges de monnaies et billets belges contre monnaies et billets français d'une part, et de monnaies et billets français contre monnaies et billets belges, d'autre part, seront, jusqu'au 30 Novembre I940, continués dans la zone non occupée et repris dans la zone occupée à la conclusion de la présente convention dans les conditions désignées ci-dessous:

2°- A partir du jour de la signature de la présente convention et jusqu'au 30 Novembre I940 inclusivement, les réfugiés belges pourront changer en francs français, auprès de la Banque de France ou auprès des banques agréées françaises, des monnaies et billets belges à concurrence d'une somme globale de 6.000 francs belges par personne, avec maximum de I5.000 francs belges par famille.

3°- (I) Au cours de la même période, les réfugiés belges qui veulent rentrer en Belgique pourront changer en francs belges, auprès de la Banque de France ou des banques agréées françaises, les monnaies et billets

B 47546

F-2

Certifié conforme
à l'original
Le D[illegible] des archives

Membre de l'Institut

Ch. Samaran

B 47547

H4417 - 0007

français qu'ils détiennent, dans les conditions ci-après:

(a) Jusqu'à 4.000 fr. fr. par personne, avec maximum de 10.000 fr. fr. par famille, sans autre justification que celle de leur qualité de réfugié belge.

(b) Pour le surplus, à concurrence des 2/3 des montants en francs français précédemment obtenus par conversion de monnaies et billets belges, et cela sur présentation de la déclaration souscrite à l'arrivée en France. Il en résulte que les réfugiés qui ne seront pas en mesure de produire ladite déclaration n'auront droit qu'à l'échange des sommes visées à l'alinéa a) ci-dessus, à moins qu'ils puissent justifier d'une autre façon qu'ils ont procédé, depuis leur arrivée en France, à des échanges de billets leur donnant droit à des quotités supérieures.

(2) L'Office des changes français examinera avec bienveillance tous les cas particuliers qui lui seront signalés, notamment, s'il s'agit de personnes qui pourront fournir la preuve qu'elles ont échangé contre francs français, à leur arrivée en France, des sommes importantes en billets belges et que, de ce fait, elles n'ont pas été normalement en mesure de dépenser, pendant leur séjour en France, le tiers des francs français ainsi obtenus.

4°- La fixation de la parité pour les échanges prévus aux alinéas 2° et 3° de cet article est laissée à la Banque de France, en vue de l'exécution de la présente convention et jusqu'au 30 Novembre 1940.

5°- Les mesures d'exécution nécessaires en vue d'assurer lesdits échanges seront prises par les autorités françaises; les autorisations nécessaires seront données, le cas échéant, par les autorités d'occupation, notamment en ce qui concerne le transport éventuel d'approvisionnements de billets belges de la zone occupée à la zone non occupée.

...

B 47548

H4417 – 0008

1-3

Certifié conforme
à l'original

Le Directeur [illegible] Archives
de France
Membre de l'Institut

Ch. Samaran

B 47549

H4417 – 0009

6°- (I) Aucun réfugié belge ne pourra être porteur de plus de I.000 francs français à son retour en Belgique. A partir du jour de la conclusion du présent accord, la Banque d'Emission à Bruxelles et les banques de devises belges n'achèteront que I.000 francs français au maximum à chaque réfugié rentrant en Belgique, et cela sur remise de l'autorisation d'exportation délivrée soit par la Banque de France, soit par une Banque agréée française, soit par l'Office des Changes français. (Ces autorisations d'exportation seront renvoyées par la Banque d'Emission à Bruxelles à la Banque de France, lors du règlement de comptes prévu à l'article IV ci-dessous).

(2) L'interdiction d'importer des billets belges en vigueur en Belgique sera suspendue par les autorités d'occupation jusqu'au I0 Décembre 1940 en faveur des réfugiés belges rentrant en Belgique.

7°- (I) A partir du Ier Décembre I940, la Banque de France et les Banques agréées françaises suspendront tout achat de monnaies et billets belges.

(2) A partir du II Décembre I940, la Banque d'Emission à Bruxelles et les banques de devises belges suspendront l'achat de monnaies et billets français sur la base de la présente convention. Avant cette date, un nouveau règlement devra intervenir au sujet de l'achat réciproque de billets et de monnaies.

8°- (I) Si un réfugié belge sur le point de rentrer en Belgique détient en monnaies et billets français une somme supérieure aux montants cumulés susceptibles d'être échangés (v. al. 3°) et exportés (v. al. 6°) il est tenu de verser l'excédent au crédit d'un compte bloqué ouvert sur les livres de la Banque de France ou d'une banque agréée française.

(2) L'utilisation de ces avoirs bloqués sera réglée dans le cadre de l'accord de compensation franco-belge envisagé. Il en sera de même en ce qui concerne les avoirs bloqués déjà existants au nom des réfugiés belges ayant quitté la France avant le jour de la conclusion de cet accord.

...

B47550

H4417 – 0010

1-4

Certifié conforme
à l'original

Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

Ch. Samaran

B 47551

H4417 - 0011

8°- Les dispositions du présent article III seront portées à la connaissance des réfugiés belges en France par voie d'avis publiés, tant dans la zone occupée que dans la zone non occupée.

Art. IV.

I°- Si, au cours de la période d'échange, la Banque de France a besoin de billets belges pour assurer les échanges au bénéfice des réfugiés belges rentrant en Belgique, la Banque d'Emission à Bruxelles mettra à sa disposition les quantités de billets nécessaires. Les billets non utilisés seront restitués à la Banque d'Emission à Bruxelles après le 30 Novembre 1940.

2°- Après le 10 Décembre 1940, la Banque de France et la Banque d'Emission à Bruxelles compenseront, sur la base de la parité de 160 francs français pour 100 francs belges, et échangeront la créance qui pourra éventuellement résulter de l'application de l'article IV-1°, ainsi que les monnaies et billets belges et français qu'elles détiennent respectivement à la suite des échanges effectués conformément à l'article III, al. 1° à 6°.

L'excédent qui demeurera finalement en la possession de l'une ou l'autre des deux banques sera réglé dans le cadre de l'accord de compensation franco-belge envisagé.

Art. V.

I°- Conformément à l'accord financier franco-belge du 7 Juin 1940, la Banque de France, d'ordre du Gouvernement français, a effectué, le 17 Juin 1940, un versement de 400 millions de francs français à un compte de la Banque Nationale de Belgique chez la Banque de France, en faveur du Trésor belge, qui se trouvait à ce moment en France. La Banque Nationale de Belgique a aussitôt disposé de la totalité de cet avoir de 400 millions de fr.fr. auprès de la Banque de France en faveur du Trésor belge.

...

B 47552

H4417 – 0012

Certifié conforme
à l'original

Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

Ch. Samaran

B47553

H4417 – 0013

2°- En même temps, la Banque Nationale de Belgique a effectué, d'ordre du Gouvernement belge, un versement de 400 millions de francs belges à un compte du Trésor français (Fonds de stabilisation des changes) chez la Banque Nationale de Belgique. Le Trésor français (Fonds de stabilisation des changes) n'a pas disposé de son avoir de 400 millions de francs belges auprès de la Banque Nationale de Belgique. Le Trésor français accepte que cet avoir lui soit remboursé par la remise de billets français actuellement en possession de la Banque d'Emission à Bruxelles sur la base de la parité de 100 fr. fr. pour 100 francs belges.

3°- L'examen des comptes visés aux alinéas 1 et 2 de cet article demeure réservé et sera effectué de part et d'autre immédiatement.

Art. VI.

1°- La Banque de France est prête à racheter en or, sur la base de 47.805 fr. fr. par kg. d'or fin et pour un montant de 350 millions de francs français, les monnaies et billets français qui se trouvent actuellement en possession de la Banque d'Emission à Bruxelles.

2°- Le solde des monnaies et billets français détenus par la Banque d'Emission à Bruxelles, qui subsistera éventuellement après exécution des dispositions prévues à l'alinéa 1° ci-dessus et à l'alinéa 2° de l'article V, sera réglé dans le cadre de l'accord de compensation franco-belge envisagé.

Art. VII.

La Banque de France accepte que la Banque Nationale de Belgique annule les ordres des 9 et 18 Juin 1940, relatifs à la constitution de provisions en or respectivement égales à 100 et 800 millions de francs français, ainsi que l'ordre du 18 Juin 1940 relatif à un prélèvement en or équivalant à 200 millions

...

B 47554

1,5 hm

H4417 – 0014

Certifié conforme
à l'original

Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

Ch. Samaran

B 47555

H4417 - 0015

de fr. fr. et destiné à la couverture partielle de l'avoir du Trésor français mentionné à l'article V al. 2° du présent accord. Il est précisé qu'en raison des circonstances, les ordres de la Banque Nationale de Belgique n'ont pu être effectivement exécutés.

Art. VIII.

1°- La Banque de France accepte de remettre à la disposition de la Banque Nationale de Belgique, dans l'état où elle l'a reçue, l'encaisse or que cet institut lui a confiée et qui a été transportée en Afrique Occidentale Française.

2°- D'après les renseignements en possession de la Banque de France, cette encaisse, qui n'a jamais été reconnue par ses services, est contenue dans 4.944 caisses scellées. En ce qui concerne la vérification du nombre exact de caisses, la Banque de France et la Banque Nationale de Belgique se mettront immédiatement en rapport.

3°- La responsabilité de la Banque de France sera dégagée par la remise et l'enlèvement des caisses par les représentants accrédités de la Banque Nationale de Belgique. A partir du moment où ceux-ci en auront pris livraison, la Banque Nationale de Belgique assumera la responsabilité de leur conservation et les risques de leur transport.

4°- La Banque de France et la Banque Nationale de Belgique se mettront d'accord au sujet des dates et lieux de remise et d'enlèvement de ces caisses; ces dates et lieux seront choisis de manière à assurer dans les meilleures conditions la remise, l'enlèvement et le transport des caisses. Le cas échéant, la Banque de France prêtera ses bons offices à la Banque Nationale de Belgique, en vue de faciliter l'enlèvement des caisses et la préparation du transport.

5°- Les frais afférents aux transports déjà effectués ou restant à effectuer incomberont à la Banque Nationale de Belgique.

B 47556

H4417 – 0016

1-6

Certifié conforme
à l'original

Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

Ch. Samaran

B 47557

H4417 - 0017

Art. IX.

Le poids et les valeurs indiqués ci-dessus sont arrondis et seront fixés de façon précise et sans délai par la Banque de France et la Banque Nationale de Belgique.

Fait en deux exemplaires
en français et en allemand

A WIESBADEN, le 1940

B 47558

H4417 – 0018

Certifié conforme
à l'original

Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

Ch. Samaran

B 47559

H4417 – 0019

I.

Die Bank von Frankreich erklärt sich bereit, alle von der Nationalbank von Belgien bei den Filialen der Bank von Frankreich in Tarbes und Toulouse hinterlegten Werte sofort der Nationalbank von Belgien ohne Gegenleistung zurückzugeben. Wegen der Prüfung der Ordnungsmäßigkeit und der Unversehrtheit der Wertpakete usw. und wegen des Abtransportes dieser Werte nach Brüssel wird sich die NvB. mit der BvF. in Verbindung setzen.

II.

Die Bank von Frankreich erklärt sich bereit, die bei ihr in Chatel-Guyon lagernden belgischen Banknoten im Betrage von 15 Millionen belgischen Franken der NvB. unverzüglich ohne Gegenleistung zurückzugeben.

III.

Bis zum 12. Mai 1940 hat die NvB. der BvF. 5.079 Kisten mit Gold anvertraut. Hiervon sind aufgrund von Sondervereinbarungen zwischen der BvF. und der NvB. vom 26. Mai 1940 135 Kisten mit Gold im Gegenwert von Ffrs. 2.033,9 Millionen = Bfrs. 1.407,8 Millionen geöffnet worden. Das Gold wurde in das Eigentum der Bank von Frankreich überführt zwecks Einlösung der belgischen Banknoten, die die BvF. von belgischen Flüchtlingen eingewechselt hatte oder noch einwechseln würde. Die BvF. hat der NvB. von belgischen Flüchtlingen umgewechselte Banknoten im Betrage von 1.075 Millionen geliefert. Sie schuldet demnach noch belgische Banknoten im Betrage von 382,8 Millionen, für die die BdF. bereits Gold erhalten hat. Im Falle der Nichtlieferung des vorstehend erwähnten Betrages müsste also von der BvF. an die NvB. der entsprechende Betrag in Gold zurückgeliefert werden.

Zur Ermöglichung weiterer Noteneinlösungen hat die NvB. die BvF. am 9. Juni beauftragt, den Gegenwert von 100 Millionen FFrs. = 69,8 Millionen Bfrs. aus dem Golddepot als "provision" abzuzweigen.

Am 18. Juni 1940 hat die NvB. die BvF. beauftragt, einen weiteren Betrag von 800 Millionen FFrs. = Bfrs. 557,8 Millionen aus dem Golddepot abzuzweigen zwecks Einlösung noch später umzuwechselnder belgischer Frankennoten sowie zur teilweisen Abdeckung belgischer Regierungskredite.

Diese beiden "provisions" von insgesamt 900 Millionen Ffrs. = 627,5 Millionen Bfrs. sind weder bis zum 25. Juni 1940 noch nachher bei der BvF. verbucht noch materiell in Anspruch genommen worden.

Ferner hat am 18. Juni 1940 die NvB. die BvF. beauftragt, aus ihrem Golddepot Gold im Gegenwert von 200 Millionen FFrs. = 139,4 Millionen Bfrs. als Teilrückzahlung des Kassenkredites des französischen Staatsschatzes an den belgischen Staatsschatz zu entnehmen. Die Entnahme ist materiell nicht ausgeführt worden und demgemäß bei der BvF. nicht verbucht worden.

Die NvB. hat folgende Ansprüche gegen die BvF. zu erheben:

a) Goldeinlösung der französischen Banknoten, welche die Emissionsbank in Brüssel von zurückgekehrten Flüchtlingen eingetauscht hat oder noch eintauschen wird. Dieser Bestand beträgt zur Zeit etwa

B 47560

H4417 – 0020

Certifié conforme
à l'original
Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

B 47561

H4417 – 0021

1 Milliarde Pfrs.

b) Goldeinlösung der Quittungen, die die zurückgekehrten Flüchtlinge für gegen Zwangsdeponierung von französischen Frankbeträgen vor ihrem Grenzübertritt nach Belgien erhalten haben.

Dies vorausgeschickt, wird zur Ablösung aller vorstehenden Fragen folgendes vereinbart:

1) Die NvB. ist bereit, für das von ihr bereits angeschaffte und in das Eigentum der BvF. übergegangene Gold die bisher noch nicht erfolgte Lieferung von 382,7 Millionen belgische Frankennoten in diesen Noten entgegenzunehmen.

2) Die NvB. erkennt die Teildeckung des belgischen Regierungskredites durch Zahlung von Gold im Werte von 200 Millionen Pfrs = 139,4 Millionen Bfrs. an.

3) Die NvB. ist damit einverstanden, dass die Einlösung der Quittungen, die die belgischen Rückwanderer über ihre zwangsdeponierten französischen Banknoten erhalten haben, im Verrechnungswege anstatt in Gold erfolgt.

4) Die NvB. erklärt sich bereit, von den französischen Banknoten, die sie belgischen Rückwanderern umgewechselt hat, lediglich einen Teilbetrag bis zur Höhe von 1 Milliarde Pfrs. der BvF. zur Einlösung zu präsentieren.

5) Die belgischen Banknoten, die bis zum 30. November 1940 im Besitz der BvF. durch Umtausch aus der Hand belgischer Flüchtlinge gelangen werden und die nicht zur Zahlung der oben erwähnten 382,8 Millionen Belgischer Frankennoten an die NvB. oder zum Umtausch von französischen Banknoten belgischer Rückwanderer benötigt werden, können der NvB. zwecks Umtausch gegen französische Banknoten oder zur Bezahlung im Verrechnungswege vorgelegt werden.

Um zu verhindern, dass in Zukunft durch belgische Rückwanderer französische Banknoten nach Belgien gelangen, wird die französische Regierung ihr Möglichstes tun, damit alle belgischen Rückwanderer vor ihrer Rückreise nach Belgien ausschließlich mit belgischen Zahlungsmitteln ausgestattet werden. Zu diesem Zwecke können die in Bordeaux lagernden, im Eigentum der BvF. stehenden belgischen Banknoten im Betrage von 250 Millionen Bfrs ins unbesetzte Gebiet gebracht werden. Die NvB. wird sich dafür einsetzen, dass die Bemühungen der französischen Regierung und der BvF. durch geeignete Maßnahmen der zuständigen Behörden in Belgien unterstützt werden. Umgekehrt werden die französischen Banknoten, die bis zum 31. Oktober 1940 durch Umtausch bei aus der Hand belgischer Rückwanderer in den Besitz der Emissionsbank von Belgien gelangen werden und den Betrag von 1 Milliarde Pfrs. übersteigen, der BvF. zur Einlösung gegen belgische Banknoten oder zur Verrechnung vorgelegt werden.

6) Die BvF. erkennt an, dass die beiden Provisionen über 100 Millionen Pfrs. = 69,7 Millionen Bfrs. und 800 Millionen Pfrs. = 557,8 Millionen Bfrs. nicht in Anspruch genommen worden sind und daher die entsprechenden Beträge in Gold der BvB. wieder zur freien Verfügung stehen.

IV.

Die BvF. stellt hiermit die gegenwärtig in Cayès (Westafrika) liegenden 4.944 versiegelten Kisten der NvB. zur freien Verfügung

B47562

H4417 – 0022

Certifié conforme
à l'original
Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

47563

H4417 – 0023

Das Risiko für die Sicherheit des Goldes trägt die BvP. bis zu dem Zeitpunkt, an dem die Vertreter der NvB. das Gold ~~in Empfang~~ zum Rücktransport nach Belgien übernehmen werden. Der Rücktransport erfolgt für Rechnung und Gefahr der NvB.

V.

Alle vorgenannten Zahlen sind abgerundet und werden von der BvP und der NvB. in unmittelbarem Benehmen genau festgelegt werden. Sie können dabei kleine Änderungen, die sich durch Kursdifferenzen usw. notwendig erweisen können, erfahren.

B 475664

H4417 – 0024

Certifié conforme
à l'original
Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

B 47565

COPIE

DIREKTORIUM DE LA REICHSBANK

BERLIN le 23 juillet 1943

N° 1583/43 g. Rs.

A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

BRUXELLES

Par lettre du 9 octobre 1942, nous vous avons informés que, le 19 septembre 1942, l'Oberpräsident de la Province Mark Brandeburg - Führungestab Wirtschaft - avait, sur l'invitation du Gouvernement du Reich, exigé de nous la cession, au profit du Délégué pour le Plan de quatre ans, de la propriété de l'or entreposé pour vous dans nos serres dans 4.854 caisses, et que nous avions dû répondre à cette invitation basée sur les § 15, alinéa 1 N° 5, et 2ª de la loi du 1er septembre 1939 relative aux prestations du Reich (Reichsleistungegesetz). En outre, nous vous avons avisés que la revendication de l'or avait lieu contre une indemnité calculée au taux fixe de RM 2.784, - par kilogramme de fin résultant du § 14, alinéa 1, de la loi du 15 juin 1939 relative à la Deutsche Reichsbank, sous déduction des frais éventuels afférents à l'essai et à l'affinage de l'or, ainsi que sous déduction des frais de transport de l'or encourus par le Ministère des Finances du Reich et par la Deutsche Reichsbank. Finalement, sur l'invitation du Délégué du Plan de quatre ans, nous vous avons priés de nous faire savoir de quelle façon vous désiriez être crédités de la somme en reichsmarks qui vous revenait, et, à ce sujet, nous vous avons fait remarquer, en même temps, que cette somme ne pourrait être utilisée qu'à des paiements à l'intérieur de l'Allemagne. Nous vous avons informés également que, tout d'abord, vous ne pourriez être crédités que de RM. 500 millions, car l'essai de l'or demandait un certain temps.

Le 28 décembre 1942, aucune réponse à notre lettre du 9 octobre 1942 ne nous étant encore parvenue, nous vous avons fait savoir, à cette date, que, d'accord avec le Maréchal du Reich du Grand Reich allemand, Délégué pour le Plan de quatre ans, et pour apurer nos comptes en vue de la clôture annuelle des comptes, nous vous avions crédités, au 28 décembre 1942, à un compte spécial "Nationalbank von Belgien "Sonderkonto a" ", d'une somme de RM. 500 millions, et que lorsque les opérations d'essai de l'or seraient terminées, une contrevaleur en reichsmarks de l'or dépassant quelque peu RM. 500 millions serait portée au crédit de ce même compte, conformément à notre lettre du 9 octobre 1942.

Egalement à la date du 22 décembre 1942, par une lettre qui nous est parvenue le 5 janvier 1943, vous nous avez répondu que l'or revendiqué ne constituait pas l'objet d'un dépôt dans nos serres ; que la livraison de l'or par la Banque de France à nous-mêmes avait eu lieu sans votre consentement et sans votre participation, dans des conditions auxquelles vous n'auriez pas pu accéder ; et que, pour cette raison, il vous était impossible de prendre en considération l'offre, faite par nous, d'indemnisation pour l'or.

En réponse à notre lettre du 28 décembre 1942, vous nous avez avisés de nouveau, en date du 31 décembre 1942, qu'il vous était impossible de prendre en considération l'offre d'indemnisation.

B47566

H4417 – 0025

Entre temps, l'essai de l'or ayant été terminé, le Stadtpräsident de Berlin a, par lettre du 19 juillet 1943, qui nous est parvenue le 21 juillet 1943, fixé, en vertu de la loi relative aux prestations du reich, à la somme de RM. 552.378.318.20 le montant vous revenant pour l'or revendiqué d'un poids de 198.414 4006 kilogrammes de fin. Appel peut être fait de cette décision auprès du Reichsverwaltungagericht (Tribunal administratif du Reich), dans un délai de deux semaines.

D'ordre du Maréchal du Reich du Grand Reich allemand, Délégué pour le Plan de quatre ans, en sa qualité d'instance au profit de laquelle a eu lieu la revendication de l'or, nous vous offrons formellement par la présente la somme de

RM. : 552.378.318,20

En même temps, nous vous avisons que, dans le cas où vous vous refuseriez encore une fois à accepter, la somme serait, à la demande du Maréchal du Reich du Grand Reich allemand, Délégué pour le Plan de quatre ans, sous déduction des frais de transport qui, actuellement ne nous sont pas encore exactement connus, déposée, en vertu des § 26[a] et 27 de la loi relative aux prestations du Reich, en votre faveur et en notre faveur en tant qu'ayant été, jusqu'ici, dépositaire de l'or, aurpès de l'Amtsgericht de Berlin. Dans le cas de consignation, le crédit de RM 500 millions qui vous a été donné le 28 décembre 1942 au compte "Nationalbank von Belgien "Sonderkonto a" " serait annulé.

Le Direktorium de la Reichsbank

Certifié conforme
à l'original
Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

Certifié conforme
à l'original

B 47567

H4417 – 0026

Abschrift

...ISBANKDIREKTORIUM

Berlin C. III, den 23 Juli 1943

Nr 1. 583/43 G. Rs

An die Nationalbank
von Belgien
Brüssel

Mit Schreiben vom 9. Oktober 1942 teilten wir Ihnen mit, dass der Oberpräsident der Provinz Mark Brandenburg - Führungsstab Wirtschaft - auf Veranlassung der Deutschen Reichsregierung am 19. September 1942 von uns die Uberlassung des Eigentums an dem für Sie in unseren Tresoren eingelagerten in 4854 Kisten verpackten Gold zugunsten des Beauftragten für den Vierjahresplan verlangt habe und dass wir diesem Verlangen, welches auf die §§ 15. Abs. I Nr.5, und 2a des Reichsleistungsgesetzes vom 1. September 1939 gestützt sei, entsprechen mussten. Wir gaben Ihnen ferner davon Kenntnis, dass die Inanspruchnahme des Goldes gegen Vergütung zu dem sich aus § 14 Abs. I des Gesetzes über die Deutsche Reichsbank vom 15 Juli 1939 ergebenden festen Satz von RM 2.784, -- für I kgf abzüglich der sich aus der Prüfung und Scheidung des Goldes etwa ergebenden Kosten sowie unter Abzug der vom Reichsfinanzministerium und der Deutschen Reichsbank verauslagten Kosten für den Transport des Goldes erfolgt sei. Schliesslich baten wir Sie auf Veranlassung des Beauftragten für den Vierjahresplan um Mitteilung, in welcher Weise Sie die Gutschrift des Ihnen zustehenden Reichsmarkbetrages wünschen, wobei wir gleichzeitig bemerkten, dass der Betrag nur zu Zahlungen innerhalb Deutschlands Verwendung finden könne. Auch gaben wir Ihnen davon Kenntnis, dass zunächst nur eine Gutschrift in Höhe von RM 500 Millionen erfolgen könne, de die Prüfung des Goldes eine gewisse Zeit in Anspruch nehme.

Da uns bis zum 28. Dezember 1942 auf unser Schreiben vom 9.Oktober 1942 eine Antwort nicht zugegangen war, teilten wir Ihnen unter diesem Datum mit, dass wir Ihnen im Einvernehmen mit dem Reichsmarschall des Grossdeutschen Reiches, Beauftragten für den Vierjahresplan, zur Bereinigung unserer Bücher mit Rüksicht auf den Jahresabschluss den Betrag von RM 500 Millionen per 28. Dezember 1942 auf einem besonderen Konto "Nationalbank von Belgien" Sonderkonto a" gutgeschrieben hätten und dass nach Abschluss der Prüfung des Goldes ein etwa RM 500 Millionen übersteigender Reichsmarkgegenwert des Goldes nach Massgabe unseres Schreibens vom 9.Oktober 1942 auf dem gleichen Konto gutgeschrieben werden würde.

Ebenfalls unter dem 28.Dezember 1942, bei uns eingegangen am 5. Januar 1943, erwiderten Sie, dass das in Anspruch genommene Gold nicht Gegenstand eines Depots in unseren Tresoren sei und dass die Auslieferung des Goldes durch die Bank von Frankreich an uns ohne Ihre Zustimmung und Beteiligung unter Bedingungen erfolgt sei, denen Sie nicht hätten beitreten können. Aus diesem Grund sei es Ihnen unmöglich, das von uns gemachte Angebot einer Entschädigung für das Gold in Erwägung zu ziehen.

Auf unser Schreiben vom 28.Dezember 1942 teilten Sie uns unter dem 31.Dezember 1942 erneut mit, dass es Ihnen unmöglich sei, das Entschädigungsangebot in Erwägung zu ziehen.

zu Nr 1890/43 g.

Auf

B 47568

H4417 - 0027

Inzwischen hat nach beendeten Prüfung des Goldes unter dem Datum vom 19.Juli 1943 - bei uns eingegangen am 21.Juli 1943 - der Stadtpräsident von Berlin auf Grund des Reichsleistungsgesetzes den Ihnen zustehenden Betrag für das in Anspruch genommene Gold im Gewicht von 198 414,4006 kgf auf RM 552.378.318,20 festgesetzt. Gegen diese Entscheidung ist innerhalb von zwei Wochen die Beschwerde beim Reichsverwaltungsgericht zulässig.

Im Auftrage des Reichsmarschalls des Grossdeutschen Reiches, Beauftragten für den Vierjahresplan, als derjenigen Stelle, zu deren Gunsten die Inanspruchnahme des Goldes erfolgt, bieten wir Ihnen hiermit den Betrag von

RM 552.378.318, 20

förmlich an. Gleichzeitig geben wir davon Kenntnis, dass der Betrag, falls Sie die Annahme erneut verweigern Sollten, auf Veranlassung des Reichsmarschalls des Grossdeutschen Reiches, Beauftragten für den Vierjahresplan, abzüglich der uns im Augenblick noch nicht genau aufgegebenen Transportkosten nach den §§ 26 a und 27 des Reichsleitungsgesetzes zu ihren Gunsten und zu unseren Gunsten als der bisherigen Depothalterin des Goldes bei dem Amtsgericht Berlin als der zuständigen Hinterlegungsstelle hinterlegt werden wird. Im Falle der Hinterlegung würde die Ihnen per 28. Dezember 1942 auf dem Konto "Nationalbank von Belgien" Sonderkonto a" erteilte Gutschrift über RM 500 Millionen storniert werden.

Reichsbankdirektorium
Unterschriften

Certifié conforme
à l'original

Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

Ch. Lamarle

B 47569

H4417 - 0028

Abschrift

H4417 – 0029

Belgische Nationalbank
Der Gouverneur

Brüssel, den 5. August 1943
A 25503

Geehrte Herren !

Wir beehren uns den Empfang Ihres Schreibens Nr 1583/43 vom 23.Juli 1943 zu bestätigen, das uns vom Herrn Kommissar bei der Banque Nationale de Belgique als Anlage seines Schreibens vom 27.Juli übermittelt worden ist.

Durch unsere Mitteilung vom 28.Dezember 1942 haben wir ausgeführt, dass das Gold auf welches sich Ihr Schreiben bezieht, von uns der Banque de France anvertraut worden ist, welche das Depot angenommen hat. Wir wünschen andem zwischen der Banque de France und uns bestehenden Rechtsverhältnis keine Anderung eintreten zu lassen.

Wir halten daher unseren früheren Standpunkt aufrecht und bestätigen Ihnen, dass es uns nicht möglich ist, das uns von Ihnen gesachte Zahlungsangebot zu berücksichtigen.

Genehmigen Sie, geehrte Herren, die Versicherung unserer vorzüglichen Hochachtung.

gez. A. GOFFIN

An das Reichsbankdirektorium, B E R L I N C III

zu Nr 1890/43 g

Certifié conforme
à l'original

Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

B 47570

Abschrift

Banque Nationale de Belgique
Le Gouverneur

Bruxelles, le 5 Août 1943
A 25503

Messieurs,

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 23 Juillet dernier, n° 1583/43, qui nous a été transmise par Monsieur le Commissaire près la Banque Nationale de Belgique en annexe à sa lettre du 27 Juillet.

Par notre communication du 28 Décembre 1942, nous vous avons exposé que l'or dont il est question dans votre lettre a été confié par nous à la Banque de France, qui a accepté ce dépôt. Nous ne désirons pas modifier le lien juridique qui lie la Banque de France envers nous.

Nous maintenons donc notre attitude antérieure et vous confirmons qu'il ne nous est pas possible de prendre en considération l'offre de paiement que vous nous faites.

Veuillez croire, Messieurs, à l'assurance de notre considération distinguée.

gez : A. GOFFIN

An Reichsbankdirektorium, B E R L I N C III.

zu Nr. 1890/43 g

Certifié conforme
à l'original

Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

Ch. Lamarre

B 47571

H4417 – 0030

LE DIREKTORIUM DE LA REICHSBANK

N° 1890/43 g.

à la BANQUE DE FRANCE

PARIS

Berlin, le 3 septembre 1943

Ci-joint, nous vous adressons, pour que vous en preniez connaissance, la copie de notre lettre du 23 juillet 1943 à la Banque Nationale de Belgique et une copie de la réponse du 5 août 1943 de cette institution. En outre, nous vous informons que le Maréchal du Reich du Grand Reich Allemand, Délégué pour le plan de quatre ans, nous a, par lettre du 25 août 1943, invités à déposer à l'Amtsgericht (Tribunal) de Berlin, en sa qualité d'office de consignation compétent, en faveur de la Banque Nationale de Belgique, Bruxelles, et en notre faveur en tant qu'ayant été, jusqu'ici dépositaire de l'or, la somme de RM. 552.378.318, 20 moins RM. 2.856.746,05 de frais de transport encourus, soit RM. 549.521.572,15. En conséquence, nous avons présenté aujourd'hui à l'Amtsgericht de Berlin une demande tendant à ce que ce dernier accepte la somme en question aux fins de consignation.

Eu égard à l'art. I, du Protocole additionnel du 11 décembre 1940 à la Convention franco-belge du 29 octobre 1940relative à l'or, en vertu duquel nous avons pris en charge, à votre place, pour le compte de la Banque Nationale de Belgique, la conservation des caisses contenant le stock d'or de la Banque Nationale de Belgique, nous nous considérons comme tenus de vous aviser de ce qui précède.

Si, de votre côté, des prétentions devaient être élevées à l'indemnité que la Banque Nationale de Belgique a refusé d'accepter à cause de la créance qu'elle prétend avoir sur vous, nous vous laissons le soin de vous mettre en rapport avec la Banque Nationale de Belgique à Bruxelles.

Veuillez agréer, ...

Le Direktorium de la Reichsbank

Certifié conforme
à l'original

Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

Ch. Samaran

2 pièces jointes

H4417-0030A

B47572

Reichsbankdirektorium
Nr 1890/43 g

Berlin C III den 3. September 1943

An die Bank von Frankreich
PARIS

2 Ausfertigungen
1 Ausfertigung

In der Anlage übersenden wir Ihnen Abschrift unseres Schreibens an die Nationalbank von Belgien von 23.Juli 1943 und eine Abschrift des Antwortschreibens der Nationalbank von Belgien vom 5. August 1943 zur gefälligen Kenntnisnahme. Ferner geben wir Ihnen davon Nachricht, dass uns der Reichsmarschall des Grossdeutschen Reiches, Beauftragter für den Vierjahresplan, mit Schreiben vom 23. August 1943 ersucht hat, den Betrag von RM 552.378.310,20 abzüglich der entstandenen Transportkosten von RM 2.856.746.05, = RM 549.521.572,15, zugunsten der Nationalbank von Belgien, Brüssel und zu unseren Gunsten als der bisherigen Depothalterin des Goldes bei dem Amtsgericht Berlin als der zustandigen Hinterlegungsstelle zu hinterlegen. Demgemäss haben wir heute bei dem Amtsgericht Berlin den Antrag auf Annahme des in Rede stehenden Betrages zum Zwecke der Hinterlegung gestellt.

Wir halten uns für verpflichtet, Ihnen hiervon im Hinblick auf Art.I des Zusstzprotokolls vom 11. Dezember 1940 zum belgisch-französischen Goldabkommen vom 29. Oktober 1940 Kenntnis zu geben, nach welchem wir an Ihrer Stelle die Aufbewahrung der den Goldbestand der Nationalbank von Belgien enthaltenen Kisten für Rechnung dieser Bank übernommen haben.

Sollten Ihrerseits Ansprüche die Entschädigungssumme erhoben werden, deren Annahme die Nationalbank von Belgien wegen ihrer angeblich gegen Sie bestehenden Forderung abgelehnt hat, stellen wir ergebenst anheim, sich mit der Nationalbank von Belgien, Brüssel, in Verbindung zu setzen.

In vorzüglicher Hochachtung
Reichsbankdirektorium

2 Anlagen

Certifié conforme
à l'original
Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut
Ch. Samaran

B 47573

H4417-0031

BANQUE DE FRANCE

Der Gouverneur

23. September 1943

Geehrte Herren !

Ich beehre mich Ihnen den Empfang Ihres Schreibens vom 3. September 1943 anzuzeigen, das mir am 8. vom deutschen Herrn Kommissar bei der Banque de France übermittelt worden ist. Dieser Mitteilung lag die Abschrift eines auf Ihre Veranlassung am 23. Juli d.J. an die Banque Nationale de Belgique in Bruxelles gerichteten Schreibens bei, in welchem Sie erklärten, dass Sie am 19. September 1942, der auf Verlangen Ihrer Regierung vom Oberpräsidenten der Provinz Mark-Brandeburg gestellten Forderung nachkommend, dem Beauftragten für den Vierjahresplan des Gold der Banque Nationale de Belgique abgetreten haben, des wir Ihnen in Depôt übergeben hatten.

Die Banque Nationale de Belgique hat Ihnen am 5. August 1943 geschrieben, dass sie das in Ihrem Schreiben vom 23. Juli gemachte Zahlungsangebot für dieses Gold nicht berücksichtigen könne.

Sie hat gleichzeitig in Erinnerung gebracht, dass sie ihr Depôt der Banque de France anvertraut habe, mit dem Beifügen, dass sie das mit dieser eingegangene Rechtsverhältnis nicht zu verändern wünsche.

Diese Antwort der Banque Nationale de Belgique entspricht dem von diesem Institut schon sogleich nach der Vereinbarung vom 29. Oktober 1940 eingenommenen Standpunkt : da sie an dieser Vereinbarung nicht teilgenommen hat, hat die Banque Nationale de Belgique sich geweigert, den zu dessen Ausführung erlassenen Weisungen nachzukommen, und sie hat die übertragung ihres Depôts, die wir in Ausführung erhaltener Befehle vorgenommen haben, nicht genehmigt.

Von diesem Augenblick an, d.h. als Sie beauftragt worden sind, an unserer Stelle das Depôt tatsächlich zu verwahren, das Eigentum der Banque Nationale de Belgique blieb, haben wir zu Gunsten der letzteren anerkannt, dass unsere Verpflichtungen ihr gegenüber unberührt blieben. Dem konnte nicht anders sein, da es sich um sin Geschäft zwischen zwei Emissionsbanken handelte.

In der Tat sind die Beziehungen zwischen Emissionsbanken auf ein Vertrauen absoluter Art gegründet, das für jede von ihnen alle Ausnahmen von der Verpflichtung ausschliesst, den anderen die Depôts zurückzuerstatten die sie, direkt oder indirekt von ihnen empfangen hat. Diese Beziehungen sind derartig, sie bringen ein so völliges Vertrauen jedes Vertragsteils in Treu und Glauben der andren mit sich, dass häufig die wichtigsten Geschäfte rein mündlich oder durch Austausch ganz kurzer Schreiben abgeschlossen werden, ohne dass as nötig wäre, zugleich die Grundsätze und die Gebräuche in Erinnerung zu bringen, die auf diesem internationalen Gebiet Gesetzeskraft erlangt haben und für alle Emissionsbanken verbindlich sind. Und dies gilt sogar dann, wenn diese Grundsätze und Gebräuche von den Bestimmungen des bürgerlichen Rechts über private Hinterlegungen abweichen oder den von gewissen Staaten erlassenen Ausnahmemassnahmen widersprechen.

Unter den elementaraten, unter allen Umständen zu beobachtenden Verpflichtungen erhebt sich für jede Emissionsbank die Pflicht, die einer andren

AN DAS REICHSBANKDIREKTORIUM
BERLIN

B 47574

H4417 – 0032

Emissionsbank gehörigen Goldbestände, deren Vermahrung sie übernommen hat, in sicherer Obhut zu halten und im gegebenen Augenblick zurückzuerstatten. Diese Aktiven, welche die Deckung für das Papiergeld bilden, müssen notwendiger Weise zo zurückgegeben werden, wie sie empfangen werden sind, oder wenigstens in der gleichen Menge von Feinmetall. Kein anderer Ersatz kann als gleichwertig gelten um ihre Best immung auf dem Gabiet des Geldwesens zu erfüllen, die zu sichern ist, und insbesondere kann das Anerbieten einer Entschädigung, die nicht die gleiche Monge Gold verschaffen kann, dem Hinterleger nicht genügen.

Die Anforderungen, denen Sie, wie Sie uns erklären, nachkommen mussten, können daher die Reichsbank von den ihr als Depôtempfängerin obliegenden Verpflichtungen nicht befreien ; sie ändern auch nichts an den Verpflichtungen der Banque de France gegenüber der Banque Nationale de Belgique.

Unter diesen Umständen habs ich Ihnen, antwortlich auf Ihre Mitteilung, bekannt zu geben, dass die Banque de France, als Schuldnerin einer Goldleistung an die Banque Nationale de Belgique, das gemachte Zahlungsangebot nicht annehmen kann.

Genehmigen Sie, geehrte Herren, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

gez. de BOISANGER

Certifié conforme
à l'original

Le Directeur des archives
de France
Membre de l'Institut

Ch. Lamarre

B 47575

H4417 – 0033

DELEGATION FRANCAISE
auprès de la
DELEGATION ALLEMANDE
d'ARMISTICE pour l'ECONOMIE

Paris, le 23 Septembre 1943

N° P 599/DE

Le Président de la Délégation Française
auprès de la Délégation Allemande
d'Armistice pour l'Economie

à Monsieur HEMMEN
Ministre Plénipotentiaire
Président de la Délégation Allemande
d'Armistice pour l'Economie.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer les copies ci-jointes des lettres qui viennent d'être échangées entre la Deutsche Reichsbank et la Banque de France au sujet du dépôt d'or belge confié à la Deutsche Reichsbank.

Il ressort de ces documents que la Banque de France se trouve exposée, du fait de la réquisition de cet or par le Gouvernement allemand, à devoir rembourser, sur ses propres ressources, à la Banque Nationale de Belgique l'équivalent en or du dépôt qu'elle a déjà remis à la Deutsche Reichsbank, pour le compte de la Banque de Belgique.

Ainsi que je suis chargé de vous le rappeler, ni votre note Del.W. N° 732 du 12 Septembre 1940, par laquelle d'ordre de votre Gouvernement, vous invitiez le Gouvernement français, pour des raisons de sécurité, à ramener cet avoir dans la Métropole, ni vos communications ultérieures au sujet de cet or, ne permettent de justifier sa réquisition au préjudice de la Banque de France.

Je dois donc protester contre cette réquisition et je me permets de vous demander de bien vouloir intervenir auprès des Autorités compétentes du Reich pour que la situation antérieure soit rétablie.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

signé : de BOISANGER

Certifié conforme
à l'original
Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut
Ch. Samaran

B 47576

H4417 - 0034

FRANZÖSISCHE ABORDNUNG

Für WIRTSCHAFT

Paris, den 23 September 1943

599 / DE

Der Vorsitzende der Französischen
Abordnung bei der Deutschen Waffenstillstands-
Delegation für Wirtschaft

an den Vorsitzenden der Deutschen
Waffenstillstandsdelegation für Wirtschaft,
Herrn Gesandten HEMMEN.

Herr Gesandter!

Ich beehre mich Ihnen beiliegend in Abschrift die kürzlich zwischen der Deutschen Reichsbank und der Banque de France bezüglich des der Deutschen Reichsbank anvertrauten belgischen Golddepots ausgetauschten Schreiben zu übermitteln.

Es ergibt sich aus diesen Schriftztücken, dass die Banque de France, infolge der Requirierung dieses Goldes durch die deutsche Regierung in die Notwendigkeit versetzt ist, aus eigenen Mitteln der Banque Nationale de Belgique den gleichen Wert in Gold des Depots zu ersetsen, den sie bereits der Deutschen Reichsbank für Rechnung der Banque de France übergeben hat.

Wie ich Ihnen in Erinnerung zu bringen beauftragt bin, erlauben weder Ihre Note Del. W. Nr 732 vom 12 September 1940, durch welche Sie, auf Befehl Ihrer Regierung, die französische Regierung aufforderten, dieses Gold aus Sicherheitsgründen in die Metropole zurükzubringen, noch Ihre späteren das Gold betreffenden Mitteilungen, dieses zum Nachteil der Banque de France zu requirieren.

Ich habe somit gegen diese Requisition Protest zu erheben und gestatte mir Sie zu ersuchen, gefälligst bei den zuständigen Reichsbehörden für die Wiederherstellung der früheren Lage eintreten zu wollen.

Genehmigen Sie, Herr Gesandter, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.

Certifié conforme
à l'original

Signé : DE BOISANGER

Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

Ch. Lahovary

B 47577

H4417 – 0035

BANQUE DE FRANCE

Le Gouverneur,

23 septembre 1943

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date du 3 septembre 1943, qui m'a été transmise le 8 par M. le Commissaire allemand près la Banque de France.

A cette communication était jointe la copie d'une lettre adressée par vos soins, le 23 juillet dernier, à la Banque Nationale de Belgique à Bruxelles, et dans laquelle vous déclariez qu'à la date du 19 septembre 1942, déférant à ce qui était exigé par l'Oberpräsident de la province Mark-Brandeburg, agissant sur une inviation de votre Gouvernement, vous aviez cédé au Délégué pour le Plan de quatre ans l'or de la Banque Nationale de Belgique dont nous vous avions transmis le dépôt.

La Banque Nationale de Belgique vous a écrit, le 5 août 1943, qu'elle ne pouvait prendre en considération l'offre de paiement que vous formuliez pour cet or dans votre lettre du 23 juillet précédent.

Elle a rappelé en même temps que c'était à la Banque de France qu'elle avait confié son dépôt, ajoutant qu'elle ne désirait pas modifier le lien du contrat conclu avec cette dernière.

Cette réponse de la Banque Nationale de Belgique est conforme à l'attitude prise par cet Institut au lendemain même de l'accord du 29 octobre 1940 : n'ayant pas été partie à cet accord, la Banque Nationale de Belgique a refusé de souscrire aux mesures édictées pour son exécution et elle n'a pas ratifié le transfert que nous vous avons fait de son dépôt en exécution d'injonctions reçues.

Dès ce moment, c'est-à-dire lorsque vous avez été chargés de conserver matériellement, en nos lieu et place, le dépôt qui restait la propriété de la Banque Nationale de Belgique, nous avons reconnu au profit de cette dernière que nos obligations envers elle demeuraient entières. Il ne pouvait en être autrement s'agissant d'une opération entre deux banques d'émission.

En effet, les relations des banques d'émission sont fondées sur une confiance dont le caractère est absolu et qui exclut toute exception à l'obligation pour chacune de ces banques de restituer aux autres les dépôts qu'elle en a reçus, directement ou indirectement. Ces relations sont telles, elles comportent une confiance si complète de chaque contractant dans la bonne foi des autres, que les opérations les plus importantes sont souvent conclues de façon purement verbale, ou par un échange de lettres très brèves, sans qu'il soit nécessaire de rappeler en même temps les principes, les usages qui ont force de loi en ce domaine international et s'imposent à toutes les banques d'émission. Et cela, même si ces principes et ces usages s'écartent des dispositions que le droit privé admet concernant les dépôts particuliers, ou s'ils dérogent aux mesures d'exception édictées par certains Etats.

DAS REICHSBANKDIREKTORIUM
BERLIN

B 47578

.../

H4417 – 0036

Au nombre des obligations les plus évidentes qui doivent être respectées en toutes circonstances s'impose, pour chaque banque d'émission, le devoir de sauvegarder et de rendre, le moment venu, les actifs d'or appartenant à une autre banque d'émission et dont elle a assumé la garde. Ces actifs, qui forment la couverture de la monnaie fiduciaire, doivent nécessairement être restitués tels qu'ils ont été reçus ou du moins en une même quantité de métal fin. Aucune autre compensation ne saurait constituer leur équivalent pour l'exercice de la fonction monétaire qu'il s'agit d'assurer et notamment l'offre d'une indemnité non susceptible de procurer la même quantité d'or ne peut satisfaire le déposant.

Les exigences auxquelles vous nous informez que vous avez dû déférer ne sauraient donc libérer la Reichsbank de ses obligations de dépositaire ; elles ne changent rien non plus aux obligations de la Banque de France envers la Banque Nationale de Belgique.

Dans ces conditions, je dois vous faire connaître, en réponse à votre communication, que la Banque de France, débitrice en or de la Banque Nationale de Belgique, ne saurait prendre en considération l'offre de paiement qui a été faite.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

signé : BOISANGER

Certifié conforme
à l'original

Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

Ch. Lamarre

Certifié conforme
à l'original

B 47579

H4417 – 0037

H4417 - 0038

COMITE INTERNATIONAL DES CROIX-ROUGE

Protocole additionnel

du 11 Décembre 1940

COPIE

à l'accord Franco-Belge sur l'Or du 29 Octobre 1940 .

Article I

Pour l'application de l'article VIII, paragraphe I de l'accord du 29 Octobre 1940, La Banque de France remettra à Marseille aux représentants accrédités de la Deutsche Reichsbank, les caisses scellées contenant l'or de la Banque Nationale de Belgique, contre simple quittance de prise en charge, et en renonçant à toutes prétentions concernant cet or à l'égard de la Reichsbank .

La Deutsche Reichsbank prend en charge à la place de la Banque de France, la garde de ces caisses pour le compte de la Banque Nationale de Balgique, et assume vis-à-vis de la Banque Nationale de Belgique, à partir du moment où elle en a pris livraison la responsabilité de la conservation et le risque du transfert de ces caisses .

Article 2

Les représentants de la Deutsche Reichsbank demanderont à la Banque Nationale de Belgique toutes les informations et toute l'assistance technique utiles en vue de procéder avec les représentants de la Banque de France àla reconnaissance contradictoire du nombre des caisses prévue à l'article VIII , paragraphe 2 de l'accord susvisé .

Article 3

L'article VIII, paragraphe 3 de l'accord du 29 Octobre 1940 est supprimé .

Article 4

Pour l'application de l'article I ci-dessus, la Banque de France et la Deutsche Reichsbank se mettront d'accord au sujet des dates de remise et d'enlèvement de ces caisses; ces dates seront choisies de manière à assurer dans les meilleures conditions la remise, l'enlèvement et le transport des caisses . Le cas échéant, la Banque de France prêtera ses bons offices pour faciliter l'enlèvement des caisses et la préparation du transport .

Fait en double exemplaire en Français et en Allemand à Wiesbaden, le 11 Décembre 1940 .

La Commission Allemande
d'Armistice pour l'Economie

La Délégation Française auprès
de la Délégation Allemande
d'Armistice pour l'Economie .

Le Président .

847580

Le Président .

H-4417

RF240

RF 240

Filed Jan 22, 1946

24

H4417 – 0039